



MAURITANIA

PERMANENT MISSION TO THE UNITED NATIONS

Vérifier au prononcé

*Conférence sur la crise financière et économique mondiale
et son incidence sur le développement*

*Intervention de l'Ambassadeur Abderrahim Ould Hadrami
Représentant Permanent
de la République Islamique de Mauritanie
auprès des Nations Unies*

New York, le 29 Juin 2009

Monsieur le Président,

Monsieur le Secrétaire Général,

Excellences, Mesdames et Messieurs,

La délégation mauritanienne s'associe à l'importante intervention qui a été faite par l'Honorable Ministre des Affaires Etrangères du Bangladesh, au nom des Pays les moins avancés.

Je voudrai, tout d'abord, Monsieur le Président, vous féliciter pour votre engagement personnel en faveur du développement et pour avoir organisé cette importante réunion sur la crise économique et financière et son impact sur le développement.

Je voudrai également féliciter Monsieur le Secrétaire Général pour son édifiante intervention ainsi que pour son excellent rapport sur les origines et les causes de la présente crise économique et financière mondiale, son impact sur le développement et la réponse des Nations Unies vis-à-vis de celle-ci.

L'action de sensibilisation menée par Monsieur Ban Ki-moon sur les conséquences des différentes crises sur les pays en développement et plus particulièrement sur les pays les moins avancés, mérite également d'être saluée.

Excellences,

Mesdames, Messieurs,

S'il y a une question sur laquelle les 192 pays membres des Nations Unies et le reste de la communauté internationale sont unanimes, c'est bien l'existence de la plus grande crise économique et financière que le monde entier connaît actuellement, depuis la grande dépression.

Cette crise se distingue de celle qui l'a précédée par le grand nombre de pays en développement et plus particulièrement sur les pays les moins avancés, qu'elle affecte et qui subissent ses conséquences de plein fouet.

Elle est venue aggraver la situation de ces pays, déjà affaiblis entre autres par les effets de la crise alimentaire, par ceux des prix de l'énergie et par l'impact négatif des changements climatiques sur leur développement. Son impact humanitaire et social sur les plus vulnérables est alarmant.

Le drame, c'est que les gouvernements, les institutions et mécanismes financiers et économiques, les spécialistes et autres experts, n'ont pu prévoir cette crise. Ce qui dénote de la faiblesse et de la carence du système financier et économique international.

Il s'agit d'une véritable catastrophe qui menace l'humanité toute entière et met en danger les vies de plusieurs millions d'individus, particulièrement les enfants et les femmes. Selon l'Unicef, et je cite : « même avant l'éruption de la crise de 2008, des millions d'enfants se trouvent déjà en situation de risque. Une étude récente estimait que 219 millions d'enfants de moins de cinq ans, étaient incapables de réaliser tout leur potentiel en matière de

développement cognitif à cause de la pauvreté, d'une mauvaise santé et de l'insuffisance de nutrition et de soins qu'ils recevaient. Si le financement public et privé est perturbé ou suspendu, les enfants sombreront dans une pauvreté encore plus profonde, ce qui affectera, non seulement les enfants d'aujourd'hui, mais aussi les générations futures.» Fin de citation.

Le nombre de personnes chroniquement mal nourries devra dépasser le milliard d'êtres humains tandis que celui des personnes frappées par l'extrême pauvreté augmentera de 55 à 90 millions, en 2009.

Selon l'Organisation internationale du travail, 200 millions de travailleurs, principalement dans les pays en développement, viendront bientôt renforcer le nombre de pauvres déjà existant, si aucune action n'est prise rapidement.

Si les effets de la crise varient de pays à pays, ils sont déjà perceptibles particulièrement au sein des pays en développement à travers la baisse de la croissance économique qui chutera, selon les prévisions, à 1.2% prévu en 2009, comparativement à son taux de 7.67.% en 2007, selon la Banque Mondiale. Ils seront également ressentis avec acuité à travers l'augmentation de la pauvreté et du chômage, la hausse vertigineuse des prix des denrées alimentaires et de ceux de l'énergie, ainsi que la raréfaction des investissements étrangers directs, en plus du poids déjà écrasant de la dette, pour les pays pauvres.

L'impact de la présente crise, notamment en Afrique, Continent qui comprend le plus grand nombre de PMA, est inquiétant.

La faiblesse d'accessibilité des PMA à des soins de santé, à l'éducation, à un emploi ou à une activité génératrice de revenus ainsi qu'au logement, rendent la formation de capacités dans ces pays extrêmement difficile.

L'incapacité de ces pays de pouvoir accéder aux marchés financiers, les rendent encore en grande partie dépendants de l'aide extérieure pour le financement du développement.

Les efforts consentis pour la lutte contre la pauvreté, la faim, les maladies ainsi qu'en faveur de l'éducation et des services vitaux de base sont sérieusement menacés et risquent d'être vains, si des mesures urgentes et adéquates ne sont pas prises.

Les Objectifs de développement tels qu'arrêtés par la Communauté internationale sont remis en cause du fait de la profondeur de la présente crise. Les Objectifs du Millénaire pour le Développement, déjà difficilement réalisables d'ici 2015 pour les PMA, le sont encore davantage pour eux, aujourd'hui, plus qu'hier.

Je voudrai mentionner le cas de la Mauritanie qui fait face à une sécheresse chronique, aux effets des changements climatiques, de l'avancée du désert et de la désertification. Cette situation a provoqué un exode rural massif et entraîné la formation d'agglomérations urbaines difficilement gérables.

A cause de l'exiguïté de ses terres cultivables et, partant de la faiblesse de la production agricole, la Mauritanie se voit obligée d'importer une grande partie de ses besoins alimentaires.

Le gouvernement mauritanien s'attelle actuellement à la mise en œuvre, avec la coopération de partenaires de développement, d'un programme multisectoriel de lutte contre la pauvreté dont les domaines prioritaires du plan d'action sont : l'éducation, la santé, la promotion féminine et de l'enfant, l'égalité du genre et l'autonomisation des femmes, la promotion de la micro finance et de la micro entreprise, la sécurité alimentaire, l'hydraulique, le développement rural et le développement urbain ainsi que l'accès universel aux services de base.

Cet ambitieux programme est sérieusement menacé si les progrès qu'il a réalisés ne sont pas préservés et poursuivis.

La Mauritanie réaffirme son attachement à la Charte des Nations Unies, dont l'un des buts est de «réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, intellectuel ou humanitaire». L'ONU, de par sa vocation universelle est suffisamment qualifiée pour «être un centre où s'harmonisent les efforts des Nations vers les buts de l'Organisation».

C'est dire qu'elle a un rôle central dans la recherche d'une réponse collective à la présente crise économique et financière et son impact sur le développement.

La crise a prouvé que l'instabilité d'un système financier international non inclusif et l'inadéquation des instruments financiers multilatéraux, ne sont pas en mesure de fournir les réponses idoines pour une solution globale efficace et rapide.

Si les causes de la crise sont connues, il reste à en déterminer la solution qui passe nécessairement par l'accroissement de l'aide publique et privée en faveur des pays en développement et plus particulièrement en faveur des PMA. Une action globale rapide et concertée à laquelle tous les pays apporteront leur contribution, devra constituer le point de départ de toute réponse à la crise.

Mais avant la recherche d'une solution globale, il est impératif de répondre aux besoins immédiats des plus vulnérables afin qu'ils puissent faire face aux effets immédiats de la crise sur leur développement, en mettant à leur disposition des financements concessionnels additionnels destinés à préserver les acquis en matière de lutte contre la pauvreté, de croissance et de stabilité macroéconomique.

Cette mesure a le mérite de s'inscrire dans la stratégie des OMD, dont la réalisation représente une étape de développement irremplaçable.

La présente architecture économique et financière internationale est dépassée et n'apporte pas les réponses qu'il faut de nos jours. Elle devra nécessairement être rebâtie sur des bases saines, où la dimension sociale et le développement, constituent des axes prioritaires.

Pour cela, la refonte du système devra prendre en compte les desideratas des pays en développement, lesquels devront être écoutés davantage et participer plus au pouvoir décisionnel au sein du FMI et de la Banque Mondiale. Car ils sont, avant tout, les premiers concernés par la question de leur propre développement.

La réponse à la présente crise et à son impact sur le développement devra intégrer les engagements contenus dans la Déclaration de Doha sur le Financement du Développement, comme partie de la solution.

Dans ce cadre, nous lançons un appel aux pays donateurs de tenir les engagements pris lors des sommets du G20 de Londres et du G8 de Gleneagles, ainsi que ceux pris lors du Sommet du Millénaire relatifs aux OMD.

Tout comme nous lançons le même appel aux pays riches pour qu'ils consacrent 0.75% de leur PIB à l'aide publique au développement, tel qu'arrêté dans différents fora et rappelé par le Consensus de Monterrey et par la Déclaration de Doha. Je saisis cette occasion pour réitérer mes félicitations aux cinq pays qui ont déjà atteint, voire dépassé cet objectif, montrant ainsi un vulnérable acte de solidarité internationale.

Les dirigeants du G20, en adoptant le plan global de reprise et de réforme, lors du Sommet de Londres le 2 février 2009, sont convenus que la prospérité est indivisible et que la croissance pour qu'elle puisse être durable devra être partagée. Ils ont pris sur eux, entre autres, de restaurer la confiance, la croissance et les emplois au sein de l'économie mondiale.

Sur ce, je formule l'espoir que, par l'adoption du Projet de Document Final, cette importante Conférence soit arrivée à galvaniser les consciences pour que les ressources de notre planète soient orientées vers la réalisation des buts et principes des Nations Unies, c'est-à-dire, en fin de compte, vers la réalisation de la coopération internationale et le développement des relations amicales entre nations, en un mot vers la prospérité, le progrès et le bien être social de tous les peuples.

Je vous remercie.